**Logo, company name

Description automatically generatedRAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

*Mise à jour : octobre 2022*

**PAYS:** RDC-Rwanda

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2023

**INFORMATIONS SUR LE PROJET**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** Projet transfrontalier RDC – Rwanda : Créer des dividendes de la paix pour les femmes et les jeunes par le biais d’un accroissement du commerce transfrontalier et du renforcement de la sécurité alimentaire  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** **DRC: 00122834, Rwanda: 00122835** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **PNUD RDC et PNUD Rwanda (Agence coordinatrice)**  **FAO RDC et FAO Rwanda**  **PAM RDC et PAM Rwanda** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 9 juillet 2020  **Date de fin de projet:** 8 janvier 2023  **Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation (avec ou sans coûts) ?** **Oui sans coûts**  **Ce projet demandera-t-il une prolongation (avec ou sans coûts)?****Non**  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**   * Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire * Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire. * Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s’il s’agit de différents bureaux pays, Vous aurez l’occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | **Récipiendaire** | **Budget Alloué ($)** | **Transferts à ce jour ($)** | **Dépenses à ce jour ($)** | | **PNUD** | **1548682.69** | **1548682.69** | 1 238 248,96 | | **FAO** | **737883.77** | **737883.77** | 518 117,00 | | **PAM** | **712423.23** | **711711.42** | 673 039,00 | | **TOTAL** | **2998991** | **2998277.88** | 2 429 404,96 |   Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **81%**  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  *Les modèles de budget sont disponibles* [*ici*](https://www.un.org/peacebuilding/content/application-guidelines)  **Partenaires de mise en oeuvre**  À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent jusqu'à  présent ?10  Merci d'énumérer chacun des partenaires d'implémentation et les montants transférés à chacun   |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | ***Nom du partenaire de mis en œuvre*** | ***Type d*’o*rganisation (ex. Govt, s*ociété civile*, etc.)*** | ***Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire ?*** | ***Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire (175 mots max)*** | | l’Université libre des pays Grands Lacs (ULPGL), RDC | Autre  (Académique) | 54339,95 | L'Activité 1.1 (Cartographie et Evaluation de la place réservée aux femmes) et l'étude de perception | | Search for Common Ground, RDC | ONGs Internationales | 177000 | Les Activités 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 1.6 et 1.10 (Formation sur les VBG, les DH et les procedure administratives, Sensibilisation aux DH et aux règles du COMESA, Renforcement des mécanismes de signalement, Organisation d'une foire transfrontalier) | | Youth Connekt RDC | Associations Nationales de Jeunes | 60000 | Les Activités 1.8 et 1.9 (Bootcamp transfrontalier et Remise des prix pour jeunes entrepreneurs congolais) | | BIFERD, RDC | Autres Associations Sous-Nationales de la société civile | 205 360 | Structuration des 14 Organisations paysannes (OP) et 1 Union des OPs ; mise en place des comités de gestion en collaboration avec l’Institut de Développement Rural ; élaboration des documents de statuts et Règlement Interne pour faciliter la légalisation des structures ; facilitation d’obtention des actes de reconnaissance au niveau de la chefferie ; renforcement des capacités des OPs à travers des formations spécifiques et octroi des matériels bureautiques pour faciliter leur fonctionnement. | | l'inspection provinciale de l'agriculture (IPAPEL), RDC | Entité gouvernementale | 27532 | Supervision et suivi des activités agricoles, distributions des intrants agricoles. | | La Coopérative Centrale du Nord-Kivu (COOCENKI), RDC | Autres Associations Sous-Nationales de la société civile | 22922 | Encadrement techniques des ménages bénéficiaires et accompagnement rapproché dans la mise en œuvre des activités | | Police nationale du Rwanda (RNP) | Entité gouvernementale | 90000 | Formation aux droits de l'homme, à la violence sexuelle et sexiste et au harcèlement pour les commerçants transfrontaliers, en particulier les jeunes femmes, et pour les autorités locales, en particulier la police, les douanes et les fonctionnaires des frontières.  Campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme et à la lutte contre le harcèlement, campagnes de sensibilisation aux droits et obligations ainsi qu'aux échanges pacifiques pour les commerçants transfrontaliers, élaboration et diffusion de matériel de communication sur le changement de comportement, avec des messages ciblant les hommes et les femmes impliqués dans le commerce transfrontalier légal et illégal.  Renforcement des capacités d'un certain nombre de coopératives en ce qui concerne les pratiques de gestion recommandées. | | Association du Barreau du Rwanda | Autre (Association du Barreau) | 103000 | Former les petits agriculteurs, leurs organisations et les petits commerçants à la négociation commerciale, aux procédures administratives du commerce transfrontalier, aux réglementations, à la sensibilisation au genre, à la gestion d'entreprise et à l'accès au financement, en mettant l'accent sur les femmes commerçantes et agentes frontalières.  Mener une campagne de sensibilisation dans la zone frontalière sur la fiscalité et les lois frontalières existantes et plaider en particulier pour que les règles du COMESA soient appliquées de manière plus cohérente.  Examiner et renforcer les mécanismes de signalement des cas de harcèlement et de corruption à la frontière, en mettant l'accent sur les petits commerçants, en particulier les femmes, afin de fournir une assistance légale en cas de violation des droits de l'homme, de violation du droit commercial et de harcèlement administratif - en s'appuyant sur le mécanisme national de signalement des plaintes existant.  Établir un "baromètre de satisfaction des clients" basé sur une enquête afin de contrôler la satisfaction à l'égard du mécanisme de signalement. | | Ministère de la jeunesse et de la culture, Rwanda | Entité gouvernementale | 187000 | Fournir un soutien technique et financier à l'organisation de deux bootcamp à l'entreprenariat des jeunes, l'un au Rwanda et l'autre en RDC, visant à soutenir le développement d'entreprises dirigées par des jeunes ayant un fort potentiel dans le commerce transfrontalier RDC-Rwanda afin de créer des opportunités d'emplois décents, d'améliorer la compréhension du contexte et de renforcer les capacités en matière de résolution de conflits, de genre et de compétences interculturelles. Cette activité est menée en partenariat avec Youth Connect. | | CORDAID, Rwanda | ONGs Internationales | 54506.15 | Formation des agriculteurs bénéficiaires à l'alphabétisation financière et à l'approche des groupes d'épargne, et soutien à la création de 79 groupes d'épargne agricole comprenant 1405 membres. Ces groupes d'épargne agricole ont été mis en relation avec des institutions financières. L'appartenance des agriculteurs à des groupes d'épargne a un impact positif sur leur bien-être, car les membres obtiennent des prêts pour répondre à leurs besoins financiers, notamment pour l'achat d'intrants agricoles, et sur la cohésion sociale entre les membres d'un petit groupe de 10 à 20 personnes. |   **Budgétisation sensible au genre:**  Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ?30,13%  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 903751.55  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 236005.21 | |
| **Marquer de genre du projet :**  **Marquer de risque du projet:**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):** | |
| Comité de Pilotage et Interactions avec le gouvernement  Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet?  Oui.  Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois  Zéro (0). Au cours de 6 derniers mois il n’y a pas eu de réunion du comité de pilotage.  Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi.  La première réunion du comité de pilotage transfrontalier a été organisée le 25 novembre 2020. La ministre nationale du plan SE**. Elisée Minembwe** pour la RDC et la ministre nationale du commerce et de l’industrie SE **Soraya Hakuziyaremye** pour le Rwanda avaient présidé cette réunion. Le comité de pilotage transfrontalier a été prévu en ligne en février 2022, mais reporté à une date ultérieure suite au conflit d’agenda du ministre du plan (RDC). La demande pour organiser le comité de pilotage transfrontalier a été communiqué avec les deux gouvernements, mais leurs réponses claires sont toujours attendues. Le comité technique transfrontalier a été organisé en décembre 2022 en attendant l’organisation du comité de pilotage transfrontalier. Le comité de pilotage conjoint du PBF existe en RDC et sa réunion est organisée de manière semestrielle. La dernière réunion a eu lieu en décembre 2022. Les échanges avec les gouvernements au niveau ministériel sont assurés pour les étapes importantes comme l’approbation de plan de travail annuel et la demande de l’extension sans coût. Le comité de pilotage national a été organisé dans les deux pays au mois de novembre 2022 pour clôturer le projet en mois d’avril 2023. L’information sur la mise en œuvre a été partagée au niveau technique des gouvernements. L'équipe du projet en RDC a communiqué avec le ministère du Plan tandis que le projet au Rwanda a engagé le gouvernement représenté par le Ministère du Commerce et de l'Industrie au niveau du Secrétaire Permanent. Cela s'est fait lors des consultations sur les activités prioritaires qui devraient être financées par le projet. | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par: PNUD, FAO et PAM (RDC et Rwanda)  Rapport approuvé par:   * **M. Damien Mama** , Représentant résident du PNUD en RDC ( pour la version Française) * **M. Ozonnia Ojielo**, le Coordonnateur Résident (Rwanda) pour la version anglaise   Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :  (RDC) | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

*- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*

*- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*

*- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*

*- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

*- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

*Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant: (indiquez si l’activité est : ‘Pas commencé’, ‘commencé’, ‘partiellement complet’, ‘complété’, ‘pas applicable’)*

|  |  |
| --- | --- |
| Contractualisation des partenaires |  |
| Recrutement du personnel |  |
| Collection des données de base | Complété |
| Identification des bénéficiaires |  |

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à \*\*l'état global de mise en œuvre\*\* du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

Les activités comme les formations sur l’entreprenariat et sur les règles de commerce transfrontalier, le dialogue sur l’évaluation de la place réservée aux femmes dans le commerce transfrontalier et l’échange d’expérience entre les agriculteurs ont été organisées. Cependant, les activités transfrontalières comme le dialogue sur la COMESA et la foire ont été mises en œuvre au niveau national en raison de la tension entre les deux pays. D’autres activités n’ont pas pu être mises en œuvre car les partenaires ont attendu l’amélioration de la situation jusqu’à la fin du projet. Par ailleurs, une prolongation exceptionnelle sans coût n'a pas été accordée au projet. L’évaluation finale est en préparation.

* En RDC : La grande partie des activités ont été mises en œuvre à la fin de la période du projet. Cependant, les activités agricoles ont pris du temps à être réalisées en raison de l'instabilité de la sécurité conduisant à des déplacements des bénéficiaires. Néanmoins ils étaient retournés à leurs milieux respectifs.
* Au Rwanda : La plupart des activités ont été mises en œuvre. Du matériel de formation a été fourni à des groupes d'agriculteurs dans le cadre d'écoles d'agriculture de terrain. Des formations et des ateliers sur la production, le commerce électronique, la gouvernance organisationnelle et la création de groupes d'épargne ont été organisés. Cependant, certaines activités n’ont pas été complétés avant la fin du projet. Il vaut mieux les citer.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

*Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet.*

Bien qu’il existe des tensions politiques et diplomatiques entre la RDC et le Rwanda, les bénéficiaires du projet des deux pays tentent de maintenir la paix entre les populations en participant à des activités dans le commerce transfrontalier. L'appui aux dynamiques collaboratives entre les populations transfrontalières dont l'insertion dans les circuits de commerce contribuent à mettre en évidence des réseaux non institutionnels de solidarité en dépit des tensions entre les niveaux institutionnels des deux gouvernements. Des liens avec les coopératives/associations d'agriculteurs transfrontalières et les coopératives de commerçants de Goma/RDC ont été créés grâce à des réunions conjointes avec les chambres de commerce de la RDC et du Rwanda.

* En RDC : La mise en œuvre des activités a commencé au début de 2022 et la tension entre les deux pays peut influencer les sentiments de population contre le pays voisin. L’évaluation finale y compris l’étude de perception appréciera et montrera des principaux changements à la fin du projet.
* Au Rwanda  : L'accès à la justice continue d'être au centre du projet, les populations ou communautés ont pris conscience de la nécessité de rechercher la justice, 116 personnes ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite. 59 agriculteurs et vulgarisateurs agricoles ont acquis des connaissances et des compétences en matière de commerce électronique sur le concept de développement des affaires, la durabilité et le marché par les chaînes de valeur. Les systèmes d'information sur les marchés/plateformes de e-commerce utilisés par les agriculteurs ont permis à ces derniers d'être mis en relation avec les propriétaires de plateformes d’e-commerce par le commerce en ligne, ce qui a entraîné une augmentation des revenus et des moyens de subsistance.

**PARTIE II: PROGRES PAR RESULTAT DU PROJET**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

**Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ?** Un (1)

**Résultat 1:** La cohésion sociale et les dividendes de la paix dans la région frontalière de Goma - Rubavu sont renforcés grâce à l’accroissement du commerce transfrontalier, à l’amélioration de la sécurité alimentaire et à l’augmentation des moyens de subsistance et des sources de revenu, en particulier pour les femmes et les jeunes

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat**:

**Résumé de progrès:**

Grâce au bootcamp en mars 2022, les connaissances de 99 jeunes entrepreneurs congolais et rwandais ont été renforcées sur le commerce transfrontalier. 49 petits commerçants ont participé au dialogue sur l’évaluation de la place réservée aux femmes dans le commerce transfrontalier avec les autorités du commerce transfrontalier et ils ont partagé les problèmes au commerce transfrontalier, notamment à la frontière. 67 agriculteurs, petits commerçants et entrepreneurs congolais et rwandais a amélioré leur connaissance sur les règles de commerce transfrontalier des deux côtés avec la formation présentielle et en ligne. 24 agriculteurs congolais et rwandais ont renforcé la relation et la compréhension de la gestion de produits agricoles par les échanges d’expérience et la visite. Ces activités transfrontalières ont pour le but de faciliter la cohésion sociale de deux pays à travers les interactions directes entre les bénéficiaires du projet. Cependant, la tension entre deux pays a augmenté depuis juin 2022. La mise en œuvre des certaines activités a été suspendue. Cela a eu un impact négatif sur la mise en œuvre des activités transfrontalière.

* En RDC : La connaissance renforcée des membres de 10 associations des petits commerçants transfrontaliers et de 14 organisations paysannes dans le commerce à travers les formations eux donne confiance dans leurs affaires. La capacité des 500 agriculteurs a été renforcée grâce aux formations sur les techniques agricoles et à la distribution d’intrants agricole.
* Au Rwanda : 58 animateurs des écoles d'agriculture de terrain ont obtenu leur diplôme d'animateur dans le domaine de l'horticulture. 1553 agriculteurs ont augmenté et amélioré leur production, leur état nutritionnel, leurs pratiques d'hygiène et leur état de santé. Les agriculteurs ont été équipés en intrants agricoles. Les bénéficiaires ont acquis des connaissances sur le concept de développement commercial et de marché durable par le biais de chaînes de valeur et d'applications mobiles en ligne. 81 membres de coopératives ont amélioré leur capacité à développer des plans d'affaires et à les mettre en œuvre grâce à une formation sur le commerce transfrontalier légal. 3521 bénéficiaires ont renforcé leurs connaissances sur la manipulation et le stockage post-récolte grâce à des sessions de formation.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:**

Transfrontalier : La sélection des participants aux activités dans les deux pays est toujours sensible au genre et à l’âge. Par exemple, L’évaluation du genre dans le commerce transfrontalier a été conduite dans les deux pays. Le dialogue transfrontalier sur l’évaluation a été organisé avec les représentantes femmes d’association de petit commerçant transfrontalier.

RDC : Le premier critère de sélection était l’âge de jeunesse (18-35 ans) parmi les candidatures d’entrepreneur, et l’équilibre entre femmes 50% et hommes 50% était assuré. L’expert légal qui accompagne les petits commerçants transfrontaliers, dont la majorité sont les femmes, est une femme. Lors de la sélection des membres bénéficiaires des organisations paysannes participantes, un effort a été fait pour cibler les femmes. En conséquence, 75% des participants au projet sont des femmes (Rusayo 86% et Buhumba 58%). Les activités de production impliquant 75% de femmes se sont concentrées sur le besoin en intrants agricoles des femmes et des jeunes pour appuyer l’amélioration de la qualité des produits agricoles dans le commerce transfrontalier.

Rwanda : Le projet a contribué à promouvoir un développement inclusif en mettant l'accent sur les groupes traditionnellement exclus comme les femmes. Les coopératives de femmes ont été soutenues. L'un des trois avocats est une femme qui fournit l’assistance juridique aux commerçants transfrontaliers confrontés à la justice dans le cadre d'activités transfrontalières. 47% des membres des groupes FFS formés sont des femmes et 57% sont des hommes, tandis que 53% des 59 facilitateurs FFS (F29, H30) sont des jeunes. 3521 agriculteurs (1848 femmes et 782 jeunes) ont été formés à la gestion de post-récolte et au stockage des cultures horticoles. 109 leaders de coopératives (40 femmes et 32 jeunes) ont été formés sur la gouvernance et la gestion des coopératives, et 1405 agriculteurs (605 femmes et 226 jeunes) ont été soutenus pour créer 79 groupes d’épargne.

**En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous**

* Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
* S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (3000 caractères maximum par entrée)

| **Indicateurs de résultat** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.1  La proportion des petits commerçants qui se sentent plus en confiance pour franchir officiellement la frontière s’est améliorée. | RDC: 26,5 % des commerçants et agriculteurs congolais et rwandais se sentent en confiance lorsqu’ils traversent la frontière de la RDC (TBC)  Rwanda : | RDC: 30% (TBC)  Rwanda: | RDC **:** 60% des bénéficiaires traversant la frontière et faisant du commerce déclarent qu’ils perçoivent une réduction de l’insécurité, soit 51,4% des hommes et 60% des femmes | Les événements/incidents politiques et sécuritaires auraient affecté négativement le sentiment de sécurité,  La fermeture de la frontière du côté congolais à 15 heures aurait également impacté le sentiment de sécurité. |
| **Indicateur** 1.2  La confiance dans les affaires avec les communautés de l’autre côté de la frontière s’est améliorée. | RDC: 53% des commerçants, des agriculteurs et des éleveurs congolais et rwandais disent que la confiance dans les affaires s’est améliorée  Rwanda : | RDC: 60% (TBC)  Rwanda: | 42,1% des commerçants transfrontaliers déclarent que l’environnement commercial s’est amélioré | Les événements/incidents politiques et sécuritaires auraient affecté négativement le sentiment de sécurité,  Le sentiment de sécurité à la rencontre de certains agents (police de frontière, militaires. etc) a sensiblement baissé. |

Combien de produits sont définis sous le résultat 1 ?2

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le Résultat 1

Produit 1.1 : Favoriser le commerce transfrontalier afin de renforcer les activités génératrices de revenus, la sécurité alimentaire et le dialogue entre les communautés frontalières, en mettant l’accent sur les femmes et les jeunes entrepreneurs.

Produit 1.2 : La production et la productivité agricoles de petits agriculteurs, en particulier les femmes et les jeunes, sont développées afin de renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

**Produit 1.1 :** **Favoriser le commerce transfrontalier afin de renforcer les activités génératrices de revenus, la sécurité alimentaire et le dialogue entre les communautés frontalières, en mettant l’accent sur les femmes et les jeunes entrepreneurs.**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.1.1  Nombre de bénéficiaires (hommes/femmes) ont bénéficié des formations intensives dispensées par YouthConnekt. | Total: 1.174 (437 femmes, 737 hommes), RDC : 0 (0 femme, 0 homme), Rwanda 1.174 (437 femmes, 737 hommes) | Total: 1.274, RDC : 50 (25 femmes au moins, 25 hommes), Rwanda : 1.274 (femmes, hommes) | RDC : 49 (24 femmes, 25 hommes), Rwanda : 50 (femmes, hommes), 1174 jeunes formés par YouthConnekt au 20 mars 2020. | RDC : 50 (25 femmes, 25 hommes) ont été sélectionnés comme les participants. La difficulté est de rester en contact permanent avec certains candidats dans le territoire de Nyiragongo. Une candidate n’était pas joignable à la veille du départ vers Gisenyi. |
| **Indicateur** 1.1.2  Nombre d’entreprises dirigées par des jeunes et possédant un fort potentiel de commerce transfrontalier entre la RDC et le Rwanda soutenues à l’aide d’un financement de démarrage. | Total: 0,  RDC : 0, Rwanda : 0 | Total: 8,  RDC : 4, Rwanda : 4 | Total : 20,  RDC : 10 (5 femmes, 5 hommes), Rwanda : 69 (10 (femmes, hommes) et 59 facilitateurs de FFS (29 femmes, 30 hommes)) | RDC : La réallocation de budget a été faite pour augmenter le nombre de gagnants et le montant de prix. L’augmentation de nombre de gagnants était aussi la recommandation du ministère du plan. |
| **Indicateur** 1.1.3  Nombre de jeunes participant à la foire transfrontalière sur le commerce des jeunes | Total : 0,  RDC: 0 (0 femme, 0 homme), Rwanda : 0 (0 femme, 0 homme) | Total : 1.000,  RDC: 500 (250 femmes au moins, 250 hommes), Rwanda: 500 (femmes, hommes) | RDC: 151 (89 femmes, 62 hommes)  Rwanda : 0 | RDC: En raison de l'absence de participants du Rwanda (l’organisation d’une foire nationale au lieu de celle transfrontalière) et des mesures de sécurité strictes, le nombre d'invités/participants a diminué.  Rwanda: Une foire n’a pas pu être organisée suspension d’activité transfrontalière. |

**Produit 1.2 :** La production et la productivité agricoles de petits agriculteurs, en particulier les femmes et les jeunes, sont développées afin de renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.2.1  Volume et valeur du commerce transfrontalier dans les chaînes de valeur cibles | RDC: à déterminer, Rwanda: 65,80% | RDC: à confirmer, Rwanda: 80% | Rwanda: 65.80% augmentation du volume des exportations transfrontalières informelles de produits agricoles et d'élevage du Rwanda vers la RDC. | RDC: L’étude pour évaluer l’atteint de la cible a été prévue à la fin du projet, mais elle n’a pas été réalisée avant la fin du projet. |
| **Indicateur** 1.2.2  Augmentation des échanges formels de produits agricoles à valeur ajoutée dans les chaînes de valeur cibles | RDC: à déterminer, Rwanda: | RDC: à confirmer, Rwanda: | Rwanda : Des cours de formation à l’e-commerce sur le système d'information du marché agricole sont en cours et des téléphones intelligents avec des forfaits internet sont utilisés pour le commerce en ligne. | RDC: L’étude pour évaluer l’atteinte de la cible a été prévue en fin du projet, mais elle n’a pas été réalisée avant la fin du projet. |
| **Indicateur** 1.2.3  Augmentation du nombre de femmes et de jeunes participant au commerce transfrontalier formel dans les chaînes de valeur ciblées | RDC: à déterminer, Rwanda: 0 | RDC: à confirmer, Rwanda: 1553 agriculteurs femmes et jeunes (726 femmes (47%), 827 hommes jeunes (53%) | Rwanda : L'analyse de la chaîne de valeur a été annulée en raison du délai limité avant la fin du projet. | RDC: L'étude pour évaluer l’atteinte de la cible a été prévue à la fin du projet, mais elle n’a pas été réalisée avant la fin du projet.  Rwanda: Retardé en raison d'un décaissement tardif de la deuxième tranche, la FAO n’a plus recruté un consultant pour l’analyse des chaines de valeur |

**Merci de reproduire le rapport détaillé pour chacun des résultats et les produits qui y sont associés**

**PARTIE III: QUESTIONS TRANSVERSALES**

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films No

Si oui, indiquez combien d'événements, et pour chacun, la date approximative et une brève description, incluant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Titre de l'événement*** | ***Date (peut être approximative)*** | ***Lieu***  ***(Si connu)*** | ***Audience Cible*** | ***Objectifs (150 mots max.)*** |
|  |  |  |  |  |

**Impact Humain**

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement :

i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet

ii. L'impact du projet sur leurs vies

iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie Prenante** | **Quels étaient les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet (350 mots max)** | **Quel est l'impact du projet sur leurs vies (350 mots max)** | **Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes (350 mots max)** |
| Les associations/coopératives d'agriculteurs au Rwanda | L'insécurité alimentaire, les connaissances et les capacités techniques limitées pour une meilleure production horticole, de nutrition, d'utilisation d'intrants agricoles, de planification familiale et d'orientation de marché basé sur le genre, de gestion de la chaîne de valeur et de post-récolte, le manque d'intrants agricoles. | L’augmentation de la génération de revenus et des moyens de subsistance, des connaissances et des capacités techniques pour accroître la production alimentaire, les liens avec le marché, une meilleure nutrition et une vie meilleure en se concentrant sur les femmes et les jeunes grâce au programme FFS. | M. Maniriho Elise (Un des animateurs FFS, de la coopérative Icyerekezo, dans le secteur de Bugeshi) a déclaré que la fourniture d'un smartphone et de bandes Internet pendant 6 mois, ainsi que les formations à l’e-commerce, lui permettront de se connecter à des plateformes de commerce en ligne pour vendre ses légumes en ligne. Il a ajouté que ses connaissances et ses compétences techniques en matière d'horticulture durable ont considérablement augmenté grâce aux formations dispensées. |
| Les membres des associations de petits commerçants transfrontaliers et des organisations paysannes en RDC | La connaissance limitée de commerce transfrontalier, notamment le RECOS | La connaissance renforcée du commerce transfrontalier leur donne confiance dans leurs affaires. | Un membre de l’Organisation Paysanne « L’activité a produit des fruits en ce sens qu’elle permet d’améliorer les connaissances et de découvrir ce qu’on ne connaissait pas surtout dans la loi sur le RECOS. Cela demande une bonne maitrise et une bonne prédisposition d’esprit pour arriver à dédouaner soi-même ses marchandises sans peur. » |
| Des officiels des services de frontières et autres services en RDC | L’opportunité limitée pour sensibiliser des petits commerçants et des agriculteurs pour des officiels des services de frontières et autres services. | Les participants (des officiels et petits commerçants et agriculteurs) ont convenu d’organiser des séances de sensibilisation une fois que la frontière redeviendra opérationnelle. Ils ont aussi résolu à constituer un cadre d’échange pour évaluer régulièrement les cas de tracasserie perpétrés par les agents non habilités et ont demandé à Search de poursuivre ses activités qui mettent ensemble ces deux catégories de participants | Un commandant de la police de frontière  « Nous remercions Search pour cet atelier et ça serait mieux, une fois que la frontière ouvre, d’organiser une Tribune d’expression populaire pour améliorer les relations entre les commerçants et les agents des services de frontière à BUHUMBA et cela peut profiter à la population environnante »  N.B. Ce poste frontière n'a pas été opérationnel en raison de la crise provoquée par le groupe armé M23. |
| Les membres de la plateforme des commerçants au Rwanda (à travers des ateliers transfrontaliers, les échanges d’expérience entre la RDC et le Rwanda) | Manque d’informations appropriées pour réaliser les ventes de deux côtes de la frontière sans tracasseries douanières. | La maitrise des taxes appropriées et de la règlementation douanière leur ont permis d’étendre leurs débouchés jusqu’à atteindre les marchés de deux pays voisins. | Mme. RUSI KANZENZE (commerçante du Rwanda, vendeuse des légumineuses) à Gisenyi.  « Cela fait trois ans que je suis membre de l’association de petit commerçant de Rwanda COPIYU, nos échanges se limitent dans les zones nationales uniquement au Rwanda parce que nous sommes moins informés sur les échanges transfrontaliers RDC – Rwanda en termes de taxations et des règles y relatifs. A travers les ateliers transfrontaliers, les échanges avec nos partenaires de la RDC et les connaissances/informations reçues, j’étends mes activités jusque dans les marchés congolais (RDC). Ce qui me manquait c’est surtout l’information sur la procédure à utiliser sans être malmenée à la frontière vue que l’on éviter à tout pris les pertes dues à multiples taxes. A travers ces activités mentionnées ci-haut que j’ai beaucoup appréciées, les opérateurs économiques du Rwanda et de la RDC vivant au bord de la frontière ont renforcé les liens de cohabitation pacifique. » |
| Les petits producteurs en RDC au groupement de Rusayo | Non connaissance et application des clauses du Pacte territorial signé entre les propriétaires terriens et les petits producteurs pour le territoire de Nyiragongo à Rusayo. Manque du comité de suivi de ce Pacte à Rusayo | Installation du comité de suivi de réalisation des clauses de ce Pacte, ce qui a permis aux petits producteurs de bénéficier d’une sécurisation quant à l’accès à la terre. | Madame Aline MATUNGULU de l’OP ADECOR à Rusayo a témoigné : « Grâce à ce projet, nous les membres d’OP de Rusayo avons pris connaissance de l’existence du Pacte territorial d’entente entre petits producteurs et les concessionnaires des terres. Je remercie le projet transfrontalier RDC-Rwanda pour avoir permis la vulgarisation de ce Pacte et l’installation d’un comité de suivi de ce dernier chez nous à Rusayo (ce qui n’existait pas avant) » |

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédentes, vous pouvez utilisez cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet. (650 mots max): RDC : 251

RDC : grâce au projet, les organisations bénéficiaires ont amélioré leurs gestion administrative, puis qu’avant le projet, elles fonctionnaient dans l’illégalité, désormais, elles disposent de tous documents officiels, notamment les statuts notariés et autres documents annexes.

Par ailleurs, à travers des séances de renforcement des capacités reçues, les organisation sont capable aujourd’hui de fonctionner correctement dans le respect des normes légales, elles établissent des comptes rendu des réunions après chaque rencontre avec des listes de présences signées. Grâce à ces documents officiels, elles peuvent vendre leurs produits en dehors de leurs villages et jusque dans les pays voisins, le projet leur a également doté des fournitures de bureaux pour le bon fonctionnement de leur organisation. Grâces aux différentes formations sur la vente groupée, le coût d’exploitation, etc. elles ont réalisé qu’elles disposent de belles opportunités devant elles et doivent savoir bien exploiter : ainsi elles ont pris une décision de se concentrer de manière solide sur leurs activités commerciales entre les 2 pays.

Au Rwanda : le projet a réalisé un film documentaire pour montrer la réalisation du projet de cas au Rwanda. Ce film se concentre sur l'impact du projet sur les bénéficiaires (Highlight : https://we.tl/t-ot9UdANDiP, Full video : <https://we.tl/t-iZXV9BkaXd>)

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 293/350 mots) Transfrontalier 100, RDC 100/125, Rwanda 93/125  Transfrontalier: En novembre 2022, l'équipe de projet en RDC (PNUD et PAM) a participé à l'atelier organisé par le PAM Rwanda à Rubavu pour apprendre l'expérience avec les coopératives d'agriculteur et renforcer la coordination dans les activités aux deux côtés. En avril 2022, l’équipe de projet au Rwanda (FAO et PAM) ont participé à la présentation nationale sur l’étude de perception et l’évaluation du genre à Goma. En décembre 2021, l'équipe de projet de la RDC et du Rwanda ont visité les coopératives soutenues par le projet dans le district de Rubavu, pour évaluer les progrès et partager les expériences.  RDC : Le partenaire du PNUD, Youth Connekt-RDC, a rendu visite à 10 entreprises gérées par les gagnants congolais de prix juste après la réception de leurs prix. La visite conjointe à Rusayo (FAO, PNUD et PAM) a été effectué pour vérifier la restitution de la formation, l’invitation de formation et identifier les forces, les faiblesses et les difficultés au sein des associations retenues. La mission du bailleur/PBSO a été conduite pour suivre la mise en œuvre des activités à travers des échanges avec des agriculteurs à Rusayo et avec des jeunes entrepreneurs gagnants et la présentation sur les études.  Rwanda : Le PAM a visité les sites de formation pour assurer la restitution par les agriculteurs formés sur la post-récolte parmi les membres de leurs coopératives. Le PAM a aussi assuré la qualité et la quantité des matériaux pendant la distribution de l’équipement. La FAO, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture/le Conseil de l'agriculture du Rwanda, a effectué plusieurs suivis sur le terrain et un appui technique à 59 groupes FFS et a suivi les problèmes techniques des Smartphones préinstallés et a fourni des conseils pour faciliter le commerce en ligne. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence?  L’étude a été effectuée en RDC en avril 2022  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  Veuillez décrire brièvement. (limite de 350 mots)  L'étude de perception en RDC a été faite en avril 2022 du coté congolais. L’étude de perception est prévue à la fin du projet comme une partie de l’évaluation finale au Rwanda ????. |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 65000.00  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*350 mots max.*)*: Le processus de procurement est en cours. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet depuis qu’il a été lancé. | Nom de donnateur: Montant ($): |
| **Eﬀet catalytique (non ﬁnancier)** : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ?  Aucun eﬀet catalytique  Peu d’eﬀet catalytique  Eﬀet catalytique important  Eﬀet catalytique très important  Je ne sais pas  Trop tôt pour savoir | *Veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier), c'est à dire, comment le projet a-t-il contribuer à l'accroissement ou le développement de programmes ou de politiques visant à pérenniser la paix, si bien au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur*  Les jeunes et les femmes sollicités par ce projet ont développé indirectement une dynamique d’intérêt et de part et d’autre de frontières, un possible intérêt commun est en voie de se mettre en place, puisqu’au-delà de l’institutionnel, les populations transfrontalières tendent à resserrer les liens en vue de partager les avantages et dividendes issus de leurs activités commerciales communes dans la Région des Grands Lacs.. L’expérience du projet a aussi contribué au développement d’une note conceptuelle sur une potentielle programmation transfrontalière dans la région des GL sur la thématique de Trade for Peace par l’Africa Borderlands Center du PNUD. Les plateformes en ligne pour les agriculteurs introduites par le PNUD RDC sont en cours d'examen par le PAM RDC pour être incluses dans une note conceptuelle d'un projet de résilience. Les formations sur les bonnes pratiques agricoles ont contribué ont permis aux gens de découvrir de nouvelles approches susceptibles de changes leurs mentalités sur la pratique de l'agriculture et de plus en plus d'agriculteurs imitent leurs voisins qui améliorent leurs conditions de vie grâce aux revenus de la production agricole et du commerce transfrontalier. |
| **Durabilité :** Le projet a-t-il un plan de sortie explicite ? Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet  RDC : Un échange d’expériences sur les approches du projet avec l’administration provinciale a eu lieu, mais aussi un plaidoyer a été mené pour inscrire la question dans la stratégie institutionnelle de la province. Pour les jeunes entrepreneurs congolais, l’atelier a eu une session d’échange en vue de tisser des liens avec les acteurs des autres pays pour apprendre de leurs expériences dans l’e-commerce en utilisant la plateforme existante par le Centre du Commerce International.  Rwanda : Le renforcement des capacités des animateurs FFS vivant dans les communautés était l'un des moyens de disposer de vulgarisateurs agricoles disponibles et prêts à soutenir les zones rurales pendant une longue période. | |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?  Le taux d’exécution a atteint 75 % sur la première tranche à la mi-septembre 2022 à cause du démarrage lent lié à la situation de la pandémie de COVID19 et l'éruption du volcan Nyiragongo. Trois bureaux n’ont pas pu accélérer la mise en œuvre jusqu’à L’arrivée de la deuxième tranche au début de novembre 2022 en raison du manque du budget. De plus, le projet a également été confronté à la difficulté de mobiliser les bénéficiaires et les parties prenants entre les deux pays en raison de la tension politique et diplomatique et de l’instabilité de la situation sécuritaire à Goma et au groupement de Buhumba, en RDC où la plupart des bénéficiaires sont déplacés. Notamment à cause de la fermeture anticipée de la frontière entre les deux pays (15h00), des affrontements entre les forces armées de la RDC et le groupe armé M23 qui se rapproche de Goma ainsi que les restrictions de mouvement par le mouvement anti-MONUSCO. Le 29 octobre 2022, le gouvernement congolais a pris des mesures de restriction et a renvoyé l’Ambassadeur du Rwanda. Le projet a déjà bénéficié d’une extension sans coûts pour une durée maximale de six mois. Cependant, le projet souhaitait une extension sans coût exceptionnelle et du changement du résultat du projet à cause du mouvement restrictif de staff des agences des Nations Unis à Goma, de la difficulté de la mise en oeuvre des activités transfrontalières et de l’atteinte du résultat du projet dans cette situation avec la tension entre deux pays. L’extension exceptionnelle n'a pas été accordée et l'équipe du projet a regretté que toutes les activités n'aient pas pu être mises en œuvre au cours de la période du projet pour atteindre certains résultats prévus en raison des nombreux défis. L'équipe du projet recommanderait la mise en œuvre de ce type de projet dès que les relations entre les deux pays s'amélioreront. | |